

# RAPPORT

Oulan-Bator  
(Mongolie)  
10-14 mars  
2014

## Trente-deuxième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique





### *États Membres de la FAO dans la région Asie*

Afghanistan	Japon	République de Corée
Bangladesh	Kazakhstan	République dém. pop. lao
Bhoutan	Malaisie	République pop. dém. de Corée
Brunéi-Darussalam	Maldives	Singapour
Cambodge	Mongolie	Sri Lanka
Chine	Myanmar	Thaïlande
Fédération de Russie	Népal	Timor-Leste
Inde	Ouzbékistan	Viet Nam
Indonésie	Pakistan	
Iran, République islamique d'	Philippines	

### *États Membres de la FAO dans la région Pacifique Sud-Ouest*

Australie	Îles Salomon	Palaos
États-Unis d'Amérique	Kiribati	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Fidji	Micronésie (États fédérés de)	Samoa
France	Nauru	Tonga
Îles Cook	Nioué	Tuvalu
Îles Marshall	Nouvelle-Zélande	Vanuatu

### *Date et lieu des Conférences régionales de la FAO pour l'Asie et le Pacifique*

Première	- Bangalore (Inde), 27 juillet – 5 août 1953
Deuxième	- Kandy (Ceylan), 20-25 juin 1955
Troisième	- Bandung (Indonésie), 8-18 octobre 1956
Quatrième	- Tokyo (Japon), 6-16 octobre 1958
Cinquième	- Saïgon (République du Viet Nam), 21-30 novembre 1960
Sixième	- Kuala Lumpur (Malaisie), 15-29 septembre 1962
Septième	- Manille (Philippines), 7-21 novembre 1964
Huitième	- Séoul (République de Corée), 15-24 septembre 1966
Neuvième	- Bangkok (Thaïlande), 4-15 novembre 1968
Dixième	- Canberra (Australie), 27 août – 8 septembre 1970
Onzième	- New Delhi (Inde), 17-27 octobre 1972
Douzième	- Tokyo (Japon), 17-27 septembre 1974
Treizième	- Manille (Philippines), 5-13 août 1976
Quatorzième	- Kuala Lumpur (Malaisie), 25 juillet – 3 août 1978
Quinzième	- New Delhi (Inde), 5-13 mars 1980
Seizième	- Jakarta (Indonésie), 1-11 juin 1982
Dix-septième	- Islamabad (Pakistan), 24 avril – 3 mai 1984
Dix-huitième	- Rome (Italie), 8-17 juillet 1986
Dix-neuvième	- Bangkok (Thaïlande), 11-15 juillet 1988
Vingtième	- Beijing (Chine), 23-27 avril 1990
Vingt et unième	- New Delhi (Inde), 10-14 février 1992
Vingt-deuxième	- Manille (Philippines), 3-7 octobre 1994
Vingt-troisième	- Apia (Samoa occidentale), 14-18 mai 1996
Vingt-quatrième	- Yangon (Myanmar), 20-24 avril 1998
Vingt-cinquième	- Yokohama (Japon), 28 août-1 <sup>er</sup> septembre 2000
Vingt-sixième	- Katmandou (Népal), 13-15 mai 2002
Vingt-septième	- Beijing (Chine), 17-21 mai 2004
Vingt-huitième	- Jakarta (Indonésie), 15-19 mai 2006



mk077f

Vingt-neuvième	- Bangkok (Thaïlande), 26-31 mars 2009
Trentième	- Gyeongju (République de Corée), 27 septembre – 1 <sup>er</sup> octobre 2010
Trente et unième	- Hanoï (Viet Nam), 12-16 mars 2012
Trente-deuxième	- Oulan-Bator (Mongolie), 10-14 mars 2014

# RAPPORT

Oulan-Bator  
(Mongolie)  
10-14 mars  
2014

## Trente-deuxième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique



mk077f

## **Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture**

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés ou de produits industriels, qu'ils soient ou non brevetés, ne suppose, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de la FAO, ni ses politiques.

© FAO [2014]

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. À défaut d'indication contraire, les informations peuvent être copiées, téléchargées et imprimées à des fins d'études privées, didactiques et de recherches ainsi que pour l'utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve de la reconnaissance appropriée de la FAO comme source et détenteur des droits d'auteur et à condition que cela n'implique aucunement l'approbation par la FAO des opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction et d'adaptation, ainsi qu'à la revente et autres droits d'exploitation commerciale est à présenter par le formulaire en ligne de demande de licence lors du téléchargement, à l'adresse [www.fao.org/contact-us/licence-request](http://www.fao.org/contact-us/licence-request), ou à adresser par courriel à [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org).

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO ([www.fao.org/publications](http://www.fao.org/publications)) et peuvent être achetés par courriel adressé à [publications-sales@fao.org](mailto:publications-sales@fao.org).

## TABLE DES MATIÈRES

	<b>Pages</b>
<b>RÉSUMÉ DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS</b>	i-iv
	<b>Paragraphes</b>
<b>I. Questions liminaires</b>	
Organisation de la Conférence	1-2
Cérémonies d'ouverture	3-4
Élection des présidents et des vice-présidents et nomination du rapporteur	5-6
Adoption de l'ordre du jour et du calendrier	7
Déclaration du Directeur général	8
Déclaration du Président indépendant du Conseil de la FAO	9
Allocution du Président de la trente et unième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique	10
Déclaration du Président du CSA sur les résultats de la trente-septième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale et informations actualisées sur la réforme du CSA	11
Déclaration du porte-parole de la Consultation de la société civile	12
<b>II. Questions relatives aux politiques régionales et mondiales et à la réglementation</b>	
A. Situation de l'alimentation et de l'agriculture en Asie et dans le Pacifique, perspectives et nouveaux enjeux	13-14
B. Le point sur le Comité de la sécurité alimentaire mondiale	15-16
C. Tirer parti des débouchés économiques dans le secteur agricole pour améliorer la sécurité alimentaire dans les États insulaires du Pacifique	17-18
D. Répondre aux aspirations des agriculteurs dans le contexte d'un	19-20



mk077f

	développement vert	
E.	Régénération des herbages et des forêts à l'appui de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets et mise en avant des services écosystémiques	21-22
<b>III.</b>	<b>Questions relatives au programme et au budget</b>	
A.	Activités prioritaires de la FAO dans la région	23-24
B.	Décentralisation et réseau de bureaux décentralisés	25-26
C.	Hierarchisation des besoins au niveau des pays et de la région	27-36
D.	Table ronde sur le double fardeau de la malnutrition	37
<b>IV.</b>	<b>Autres questions</b>	
A.	Date et lieu de la trente-troisième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique	38
B.	Questions diverses	39-43
C.	Conclusion	
	Adoption du rapport	44
	Clôture de la Conférence régionale	45-46
		<b>Pages</b>
	<b>Annexes</b>	
A.	Ordre du jour	11
B.	Liste des documents	12
C.	Communiqué d'Oulan-Bator	14

## RÉSUMÉ DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

### *QUESTIONS PORTÉES À L'ATTENTION DU CONSEIL*

La trente-deuxième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique:

#### **Questions relatives au programme et au budget**

##### *Activités prioritaires de la FAO dans la région*

- 24 a) s'est félicitée des principales actions menées par la FAO, avec compétence et en temps opportun, pour traiter les priorités régionales durant l'exercice 2012-2013, notamment les actions entreprises suite aux recommandations de la trente et unième Conférence régionale;
- 24 c) a appuyé les priorités de travail de la FAO dans la région, notant que les priorités régionales étaient alignées au plus près sur les nouveaux objectifs stratégiques de la FAO, et a souligné le rôle important que joue l'Organisation dans la fourniture de données statistiques pour l'élaboration des politiques, dans l'appui aux activités d'établissement de normes et dans le renforcement des capacités;
- 24 d) a soutenu les quatre Initiatives régionales: i) l'initiative Défi Faim zéro en Asie et dans le Pacifique; ii) l'initiative régionale sur le riz, phase II; iii) la croissance d'une économie «bleue»; et iv) la stratégie de développement de chaînes de valeur locale pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans les États insulaires du Pacifique, qui sont autant de moyens d'accroître l'impact des activités de la FAO dans les pays et de mobiliser des ressources dans le cadre du Programme de travail et budget 2014-2015 et du Plan à moyen terme 2014-2017;
- 24 e) a souligné qu'il était nécessaire de mettre beaucoup plus fortement l'accent sur les résultantes et sur la continuité dans la direction et la supervision stratégiques de l'Organisation;
- 24 f) a également souligné la nécessité de placer sur la même ligne de visée les objectifs stratégiques de la FAO et ses activités dans la région, y compris celles relevant des cadres de programmation par pays, afin d'obtenir un impact maximal du Cadre stratégique révisé et la réalisation des indicateurs et des cibles du Plan à moyen terme 2014-2017;
- 24 g) a demandé à la FAO d'encourager la mise en œuvre régionale du Système du patrimoine agricole d'importance mondiale et de s'attaquer à la question de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets;
- 24 h) a souligné la nécessité de mobiliser des ressources dans la région, notamment à l'échelle nationale, pour la mise en œuvre des cadres de programmation par pays, la coopération Sud-Sud et les activités en partenariat avec des organismes régionaux.

##### *Décentralisation et réseau de bureaux décentralisés*

- 26 b) a approuvé les mesures mises en œuvre pour renforcer les compétences au sein du Bureau régional et du réseau de bureaux décentralisés;
- 26 f) a encouragé le recours au Programme de coopération technique (PCT) à l'appui de l'exécution des CPP, en particulier dans les domaines techniques où la FAO détient un avantage comparatif;

- 26 j) a instamment demandé le renforcement des bureaux des représentants de la FAO, afin d'améliorer l'efficacité des activités de la FAO ainsi que la coordination et l'encadrement.

***Hierarchisation des besoins au niveau des pays et de la région***

- 30 a souligné que le renforcement des capacités grâce à l'enseignement et à la formation, le transfert de technologies, la mise en œuvre de stratégies et de politiques agricoles rationnelles et l'accroissement des investissements dans les secteurs agricole et halieutique étaient autant de besoins essentiels auxquels il était important de répondre;
- 32 a appuyé les efforts déployés par le Bureau régional pour permettre à la FAO d'obtenir des résultats d'une manière plus efficace, efficiente et durable, et aux États Membres de renforcer leur sentiment d'autonomie et d'appropriation; s'est félicitée des mesures prises pour décentraliser les fonctions, les responsabilités et les ressources et a invité instamment la FAO à poursuivre l'application des mesures de décentralisation;
- 34 a insisté sur l'importance d'un renforcement de la collaboration avec les organisations partenaires aux niveaux mondial, national et régional, notamment les institutions de recherche, les institutions multilatérales de développement, les organisations de la société civile, le secteur privé et d'autres organisations internationales et régionales de développement et détentrices de savoirs; la valeur du partage des connaissances, de l'expérience et des compétences à l'échelon régional, notamment par le biais de la coopération Sud-Sud a été particulièrement soulignée;
- 35 a pris note de la déclaration du Président de la Réunion des ministres de l'agriculture des pays du Pacifique Sud-Ouest, plaidant pour un surcroît de représentation de la région du Pacifique Sud-Ouest au Conseil de la FAO;

**Autres questions**

***Date et lieu de la trente-troisième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique***

- 38 a proposé de tenir sa prochaine session en Malaisie en 2016.

***Questions diverses***

- 43 a rehaussé le profil d'engagement à l'égard des résultats de la Conférence régionale par l'adoption du «Communiqué d'Oulan-Bator»

## ***QUESTIONS PORTÉES À L'ATTENTION DE LA CONFÉRENCE***

La trente-deuxième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique:

### ***Situation de l'alimentation et de l'agriculture en Asie et dans le Pacifique, perspectives et nouveaux enjeux***

- 14 a) a noté que même si elle atteignait la cible de l'objectif du Millénaire pour le développement d'ici à 2015, la région compterait encore plus de 500 millions de personnes sous-alimentées;
- 14 b) a souligné les problèmes particuliers que rencontrent les pays insulaires du Pacifique pour garantir la sécurité alimentaire et la nutrition, compte tenu des caractéristiques socioculturelles et biophysiques propres à la sous-région;
- 14 c) a mis l'accent sur les impacts – émergents et critiques – du changement climatique sur l'agriculture et invité instamment la FAO à renforcer son soutien aux activités en faveur de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets, notamment l'agriculture intelligente face au climat, afin de créer des secteurs agricoles et halieutiques plus résilients;
- 14 f) a demandé à la FAO son soutien pour relever les défis majeurs que sont l'accroissement de la productivité agricole, la gestion des ressources naturelles et l'amélioration des petites exploitations familiales, notamment pour les activités d'analyse et de formulation de politiques; la collecte de données fiables; de meilleures perspectives pour les femmes et les jeunes; une aquaculture durable; la nutrition et la sécurité sanitaire des aliments; et enfin la promotion de ressources alimentaire autochtones sous-utilisées.

### ***Tirer parti des débouchés économiques dans le secteur agricole pour améliorer la sécurité alimentaire dans les États insulaires du Pacifique***

- 18 c) a demandé à la FAO d'apporter une assistance en matière de collecte et d'analyse de données, d'analyse des chaînes de valeur alimentaires et d'application des meilleures pratiques, afin d'accroître la compétitivité de l'agriculture locale

### ***Répondre aux aspirations des agriculteurs dans le contexte d'un développement vert***

- 20 e) a reconnu qu'il fallait élargir le débat sur l'avenir de l'agriculture et la satisfaction des aspirations des agriculteurs en dépassant les problématiques liées aux secteurs des ressources naturelles et de l'agriculture de sorte à inclure d'autres questions, notamment l'urbanisation, les infrastructures rurales, les cultures et savoirs traditionnels et autochtones, l'éducation, les services d'appui et l'épanouissement de la jeunesse;
- 20 f), h) a instamment invité la FAO et les États Membres à faciliter le dialogue en matière de politiques et l'échange d'informations et de connaissances sur l'évolution de l'agriculture et des pratiques culturelles.



***Régénération des herbages et des forêts à l'appui de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets et mise en avant des services écosystémiques***

- 22 b) a souligné qu'il était important de déterminer et de traiter les causes profondes de la dégradation et du recul des forêts et des herbages, et a exhorté la FAO à contribuer à la réalisation d'analyses et à l'élaboration de plans d'action pour s'attaquer à ces problèmes;
- 22 c) a mis en évidence les nombreux avantages économiques, sociaux et environnementaux apportés par une régénération efficace des forêts et des herbages, tout en insistant sur la nécessité d'adopter des mesures pour que les activités de régénération protègent et améliorent la biodiversité et respectent les droits et intérêts des populations locales, notamment des populations autochtones et des occupants traditionnels des zones d'herbage et des forêts;
- 22 g) a demandé à la FAO d'apporter son aide dans les domaines suivants, liés à la régénération des forêts et des herbages: plaidoyer et sensibilisation; renforcement des capacités et formulation de politiques; financement innovant; développement des moyens d'existence, échange d'informations et mécanismes favorisant les approches multisectorielles

***Activités prioritaires de la FAO dans la région***

- 24 c) a souligné le rôle important que joue l'Organisation dans la fourniture de données statistiques pour l'élaboration des politiques, dans l'appui aux activités d'établissement de normes et dans le renforcement des capacités;
- 24 e) a souligné qu'il était nécessaire de mettre beaucoup plus fortement l'accent sur les résultantes et sur la continuité dans la direction et la supervision stratégiques de l'Organisation.

## I. Questions liminaires

### Organisation de la Conférence

1. La trente-deuxième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique a eu lieu à Oulan-Bator (Mongolie), du 10 au vendredi 14 mars 2014. Elle était organisée en deux volets: une Réunion des hauts fonctionnaires, du 10 au 12 mars, et une Réunion de niveau ministériel, du 13 au 14 mars.
2. Y ont participé les représentants de 41 États Membres. Parmi les observateurs étaient présents ceux d'un Membre associé, d'un État non membre, de 10 organisations internationales non gouvernementales et de 11 organisations intergouvernementales. Étaient également présents les représentants de quatre autres organisations du système des Nations Unies.

### Réunion des hauts fonctionnaires et cérémonies d'ouverture

3. M. Hiroyuki Konuma, Sous-Directeur général et Représentant régional de la FAO, et M. Battulga Khaltmaa, Ministre de l'industrie et de l'agriculture du Gouvernement mongol, ont prononcé des allocutions d'ouverture. M. Konuma a remercié le Gouvernement mongol pour les excellents moyens mis à disposition pour accueillir la réunion. Il a présenté les principaux problèmes auxquels la région était confrontée dans sa lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire, a fait le point des faits récents intervenus à la FAO et donné des précisions sur l'organisation de la Conférence. M. Battulga Khaltmaa a souhaité aux délégués et aux participants la bienvenue à Oulan-Bator et a déclaré officiellement ouverte la Réunion des hauts fonctionnaires. Il a souligné l'importance de la coopération et des partenariats pour la sécurité alimentaire dans l'ensemble de la région et a suggéré que la Conférence régionale élabore une déclaration ministérielle mettant en évidence la nécessité de l'engagement et de la collaboration.
4. La cérémonie d'ouverture de la Réunion ministérielle s'est tenue le 13 mars. M. Altankhuyag Norov, Premier ministre de la Mongolie, a prononcé l'allocution d'ouverture. Il a souligné l'importance de l'élevage fondé sur la culture nomade traditionnelle, tout en notant que la Mongolie pouvait devenir un pays producteur et exportateur important de produits agricoles biologiques à valeur élevée. Il a pris note des défis qu'il fallait relever pour parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment le changement climatique, l'érosion du sol, la désertification, les maladies des animaux et des plantes et les catastrophes naturelles fréquentes, et il a invité instamment à œuvrer en collaboration et de manière concertée pour les surmonter.

### Élection des présidents et des vice-présidents et nomination du rapporteur

5. Les délégués ont élu à l'unanimité M. Choi-ish Lkhasuren – Directeur général du département des politiques stratégiques et de la planification au Ministère de l'industrie et de l'agriculture du Gouvernement mongol – Président de la Réunion des hauts fonctionnaires.
6. M. Battulga Khaltmaa, Ministre de l'industrie et de l'agriculture du Gouvernement de la Mongolie, a été élu Président de la Réunion ministérielle. Les délégués ont en outre élu vice-présidents de la Conférence tous les ministres présents et nommé les Fidji à la fonction de rapporteur.

### Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

7. La Conférence régionale a adopté l'ordre du jour qui figure à l'Annexe A. Les documents soumis à la Conférence sont énumérés à l'Annexe B.

### Déclaration du Directeur général

8. M. José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO, a prononcé une allocution devant la Conférence régionale. Il a décrit les progrès accomplis en matière de réduction de la faim dans la région, tout en insistant sur la nécessité de redoubler d'efforts. Il a mis l'accent sur la campagne «Défi Faim zéro» lancée par le Secrétaire général de l'ONU et sur l'importance qu'il y avait non seulement de faire reculer la sous-alimentation, mais de l'éradiquer totalement, ainsi que d'autres formes de malnutrition. Le Directeur général a exposé le changement transformationnel que connaît la FAO

depuis ces deux dernières années, notamment le réexamen du cadre stratégique de la FAO, l'intensification des partenariats et le renforcement des bureaux régionaux et sous-régionaux afin de mieux relever les défis auxquels sont confrontés les États Membres.

### **Déclaration du Président indépendant du Conseil de la FAO**

9. M. l'Ambassadeur Wilfred J. Ngirwa, Président indépendant du Conseil de la FAO, a souligné dans sa déclaration devant la Conférence les nouveaux rôles des conférences régionales en tant qu'organes directeurs rendant compte au Conseil et à la Conférence de la FAO, ainsi que les autres mesures de la réforme, y compris l'examen indépendant concernant la réforme de la gouvernance.

### **Allocution du Président de la trente et unième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique**

10. Mme Thi Xuan Thu Nguyen, Présidente de la trente et unième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique, a rappelé aux délégués les recommandations formulées lors de la session précédente et les a informés des activités qui avaient été menées pour les porter à l'attention de la Conférence de la FAO et du Conseil.

### **Déclaration du Président du CSA sur les résultats de la trente-septième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale et informations actualisées sur la réforme du CSA**

11. Mme l'Ambassadrice Gerda Verburg, Présidente du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, a fait le point sur les progrès accomplis dans le domaine de la réforme du CSA au cours des deux dernières années et a souligné l'importance de cette question pour les travaux de la Conférence régionale de la FAO.

### **Déclaration du porte-parole de la Consultation de la société civile**

12. Une déclaration a été prononcée devant la Conférence régionale, récapitulant les conclusions de la Consultation de la société civile et les idées exprimées lors de cette rencontre et mettant notamment en avant la nécessité de respecter les droits et les intérêts des petits exploitants agricoles, des paysans sans terre, des femmes rurales, des pêcheurs, des ouvriers agricoles, des habitants des forêts, des bergers, des peuples autochtones, des populations urbaines pauvres, des consommateurs et des jeunes, en prenant en compte le développement agricole sous tous ses angles.

## **II. Questions relatives aux politiques régionales et mondiales et à la réglementation**

### **A. Situation de l'alimentation et de l'agriculture en Asie et dans le Pacifique, perspectives et nouveaux enjeux**

13. La Conférence régionale a examiné la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région ainsi que les perspectives et les nouveaux enjeux<sup>1</sup>.

14. La Conférence régionale:

- a) s'est félicitée des progrès accomplis dans la région en matière de réduction de la faim, mais a noté que même si l'objectif du Millénaire pour le développement était atteint d'ici à 2015, la région compterait encore plus de 500 millions de personnes sous-alimentées;
- b) a souligné les problèmes particuliers que rencontrent les pays insulaires du Pacifique pour garantir la sécurité alimentaire et la nutrition, compte tenu des caractéristiques socioculturelles et biophysiques propres à la sous-région;
- c) a mis l'accent sur les impacts – émergents et critiques – du changement climatique sur l'agriculture et invité instamment la FAO à renforcer son soutien aux activités en faveur de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets, notamment

<sup>1</sup> APRC/14/2

l'agriculture intelligente face au climat, afin de créer des secteurs agricoles et halieutiques plus résilients;

- d) a encouragé les États Membres à tirer pleinement parti de l'Année internationale de l'agriculture familiale pour mieux faire connaître et mieux faire comprendre la contribution des petits agriculteurs et des agriculteurs familiaux aux défis auxquels ils ont à faire face;
- e) a pris note du brillant travail qui avait été accompli concernant la formulation de la Stratégie régionale sur le riz moyennant une consultation multipartite, stratégie approuvée après quelques modifications mineures; et
- f) a demandé à la FAO d'aider les États Membres à relever les défis majeurs que constituent l'accroissement de la productivité agricole, la gestion des ressources naturelles et l'amélioration des moyens d'existence des petites exploitations familiales, et notamment:
  - i. à poursuivre le travail d'élaboration de politiques et d'analyse afin d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle (en traitant les problèmes liés à la sous-alimentation, aussi bien qu'à l'excédent pondéral et à l'obésité) et aussi de sensibiliser le public aux grands problèmes au moyen de campagnes telles que le Défi Faim zéro;
  - ii. à améliorer les possibilités et les ressources offertes aux femmes et aux jeunes et, partant, à accroître au maximum leur contribution à la création d'un secteur agricole dynamique;
  - iii. à réaliser des analyses techniques et à élaborer de nouveaux cadres d'action de sorte que les secteurs agricoles dans les États insulaires du Pacifique tirent un meilleur parti des marchés intérieurs et des créneaux d'exportation à plus grande valeur, ce qui constituerait un moyen d'augmenter les revenus agricoles et de surmonter les contraintes géographiques et physiques spécifiques;
  - iv. à entreprendre une collecte de données sérieuse, comprenant des données ventilées par sexe, et une analyse technique et socioéconomique;
  - v. à mettre au point des pratiques de production durables afin d'accroître la contribution de l'aquaculture à la sécurité alimentaire et nutritionnelle;
  - vi. à resserrer les liens entre les programmes de protection sociale et le secteur agricole afin d'augmenter la productivité et la résilience des agriculteurs;
  - vii. à renforcer les programmes de sécurité sanitaire des aliments et de nutrition, notamment les activités visant à harmoniser et à améliorer les normes alimentaires, et contribuer à apporter un appui aux institutions qui permettent une meilleure gestion des risques liés à la sécurité sanitaire des aliments;
  - viii. promouvoir les ressources alimentaires autochtones sous-utilisées et le développement d'une chaîne de valeur pour ces ressources.

## **B. Le point sur le Comité de la sécurité alimentaire mondiale**

15. La Conférence régionale a examiné les derniers progrès et délibérations du CSA et réfléchi aux mesures de suivi à prendre en Asie et dans le Pacifique<sup>2</sup>.

16. La Conférence régionale:

---

<sup>2</sup> APRC/14/3



- a. s'est félicitée de l'approbation par le CSA des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale et du Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition;
- b. a encouragé les États Membres à participer activement aux processus consultatifs à parties prenantes multiples menés actuellement au sein du CSA en vue d'élaborer des Principes pour un investissement agricole responsable et un Programme d'action pour la lutte contre l'insécurité alimentaire dans les pays en proie à des crises prolongées, et a appelé à la conclusion rapide des consultations afin que l'un et l'autre puissent être approuvés à la quarante et unième session du CSA en octobre 2014.

### **C. Tirer parti des débouchés économiques dans le secteur agricole pour améliorer la sécurité alimentaire dans les États insulaires du Pacifique**

17. La Conférence régionale a examiné les principaux facteurs qui ont une incidence sur la compétitivité des produits agricoles des États insulaires du Pacifique et les enseignements à tirer pour aider les décideurs à prendre les mesures nécessaires afin de créer de nouveaux débouchés sur les marchés intérieurs et les marchés à l'exportation et pour trouver des solutions aux questions connexes des habitudes alimentaires et de la nutrition<sup>3</sup>.

18. La Conférence régionale:

- a. a reconnu qu'il était important pour les États insulaires du Pacifique de déterminer et de concrétiser le potentiel de croissance réel du secteur agricole sur les marchés locaux, y compris les marchés du tourisme, et de développer les compétences dans les domaines de la production, de la transformation et de la commercialisation afin de répondre aux normes voulues de conformité en matière de sécurité sanitaire et de qualité;
- b. a encouragé les pays à adopter une approche globale et pangouvernementale (avec les ministères de l'agriculture et la santé comme chefs de file) pour résoudre les problèmes de politique stratégique inhérents à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à la lutte contre les maladies non transmissibles dans les pays insulaires du Pacifique, et a invité instamment la FAO à renforcer les partenariats avec l'OMS et les organismes régionaux pour s'attaquer à ces défis.
- c. a demandé à la FAO d'aider les États Membres:
  - i. instituer des organismes multisectoriels et à parties prenantes multiples pour renforcer la collaboration entre les secteurs public, privé et associatif (en particulier les organisations d'agriculteurs), afin de créer des chaînes de valeur agroalimentaires efficaces et ouvertes à tous pour approvisionner les marchés intérieurs et les marchés d'exportation dans le Pacifique;
  - ii. renforcer les systèmes de collecte et d'analyse de données ainsi que la capacité des institutions du secteur public de formuler et d'appliquer des politiques ciblées et présentant un bon rapport coût-efficacité;
  - iii. réaliser des analyses des filières agroalimentaires et élaborer des études d'impact des politiques pour déterminer les possibilités de croissance agricole;
  - iv. appliquer des pratiques optimales pour accroître la compétitivité du secteur agricole local et renforcer les capacités des pouvoirs publics de participer aux travaux des organismes internationaux chargés de fixer des normes, notamment la Commission du *Codex Alimentarius*.

---

<sup>3</sup> APRC/14/4

## D. Répondre aux aspirations des agriculteurs dans le contexte d'un développement vert

19. La Conférence régionale a examiné les transitions en cours dans le secteur agricole, les problèmes qu'elles posent ainsi que les opportunités qu'elles offrent compte tenu des aspirations des agriculteurs<sup>4</sup>.

20. La Conférence régionale:

- a. a noté qu'il était nécessaire de définir plus clairement les termes «développement vert», «économie verte» et «croissance verte», ainsi que les termes apparentés, afin que le débat soit mené en meilleure connaissance de cause;
- b. a estimé qu'un programme en faveur d'une croissance verte pouvait contribuer à relayer les aspirations des agriculteurs s'agissant d'adopter des pratiques conformes à une agriculture durable;
- c. a reconnu que le principal objectif de la transition vers l'intensification durable de la production agricole devait être d'assurer la prospérité des communautés agricoles et rurales, mais qu'il fallait traiter également les problèmes clés de la durabilité liés à la gestion des ressources en terres et en eau.
- d. a souligné qu'il était important d'élargir les possibilités de création de revenus dans les zones rurales, notamment les revenus tirés des activités non agricoles, de l'agrotourisme et des agro-industries, ainsi que la rémunération des services écosystémiques, pour répondre aux aspirations des agriculteurs;
- e. a reconnu qu'il fallait élargir le débat sur l'avenir de l'agriculture et la satisfaction des aspirations des agriculteurs en dépassant les problématiques liées aux secteurs des ressources naturelles et de l'agriculture de sorte à inclure d'autres questions, notamment l'urbanisation, les infrastructures rurales, les cultures et savoirs traditionnels et autochtones, l'éducation, les services d'appui et l'épanouissement de la jeunesse;
- f. a encouragé les États Membres à faciliter le dialogue public sur les politiques en le plaçant dans un cadre multisectoriel et multiparties prenantes, y compris un dialogue avec les organisations de la société civile, afin de traiter des problèmes aussi fondamentaux que la réduction de la pauvreté rurale et l'avenir et l'évolution à long terme de l'agriculture, notamment la petite agriculture et l'agriculture familiale;
- g. a invité instamment les États membres à tirer parti de l'Année internationale de l'agriculture familiale pour faciliter ce dialogue sur les politiques, notamment par la création de mécanismes de suivi nationaux établis à long terme, tels que les Comités pour l'Année internationale de l'agriculture familiale.
- h. a demandé à la FAO d'aider ses États Membres à mieux comprendre les opportunités offertes par le développement vert, à élaborer des plans de travail pour la transition agricole et à faciliter les échanges d'informations, de connaissances et d'expérience dans ce domaine.

---

<sup>4</sup> APRC/14/5



**E. Régénération des herbages et des forêts à l'appui de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets et mise en avant des services écosystémiques**

21. La Conférence régionale a examiné les obstacles et perspectives associés à la régénération des forêts et des herbages, notamment sous l'angle du changement climatique<sup>5</sup>.
22. La Conférence régionale:
- a. a noté que la dégradation des herbages et des forêts pouvait avoir des incidences très graves au niveau local et des conséquences de grande ampleur, notamment l'érosion des sols, l'appauvrissement de la biodiversité, les émissions de gaz à effet de serre, la désertification, les tempêtes de poussière, la perte de moyens de subsistance et la baisse des rendements des produits et des services;
  - b. a souligné qu'il était important de déterminer et de traiter les causes profondes de la dégradation et du recul des forêts et des herbages, et a exhorté la FAO à contribuer à la réalisation d'analyses et à l'élaboration de plans d'action pour s'attaquer à ces problèmes;
  - c. a mis en évidence les nombreux avantages économiques, sociaux et environnementaux apportés par une régénération efficace des forêts et des herbages, tout en insistant sur la nécessité d'adopter des mesures pour que les activités de régénération protègent et améliorent la biodiversité et respectent les droits et intérêts des populations locales, notamment des populations autochtones et des occupants traditionnels des zones d'herbage et des forêts;
  - d. s'est félicitée du regain d'importance accordé à la régénération des herbages et des forêts, et a exhorté les États Membres, la FAO et les autres partenaires du développement à mener une action collective pour accélérer le rythme de la régénération dans la région;
  - e. a encouragé la FAO à poursuivre sa participation au Programme d'action mondial pour un développement durable de l'élevage, aux initiatives visant à réduire les émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts (REDD+), notamment le Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (ONU-REDD), et aux autres programmes en faveur de la régénération des herbages et des forêts;
  - f. a appuyé les plans de la FAO visant à créer un mécanisme de restauration du paysage forestier pour faciliter et soutenir les activités de régénération au niveau national;
  - g. a demandé à la FAO d'aider les États Membres:
    - i. à plaider et à sensibiliser en faveur de la régénération des forêts et des herbages et à obtenir l'engagement de décideurs essentiels dans ce sens;
    - ii. à renforcer les capacités techniques et à formuler des politiques et des mesures pour créer un environnement favorable aux activités de régénération efficace des herbages et des forêts, notamment le renforcement des droits fonciers;
    - iii. à étudier les possibilités de créer des mécanismes innovants pour le financement des activités de régénération, notamment la rémunération des services écosystémiques et d'autres dispositifs visant à lier les investisseurs aux communautés locales qui mènent des activités de régénération;
    - iv. à améliorer les moyens d'existence des communautés qui dépendent des herbages et des forêts afin de renforcer leur résilience, notamment en facilitant l'accès de ces communautés aux marchés des produits et des services fournis par les forêts et les herbages;

---

<sup>5</sup> APRC/14/6 Rev.1.

- v. à établir des mécanismes efficaces pour mobiliser et faire travailler ensemble tous les secteurs au niveau du paysage, en vue d'exécuter les programmes de régénération des forêts et des herbages;
- vi. à faciliter les échanges d'informations et d'enseignements tirés des programmes de régénération qui ont réussi et à soutenir les initiatives pilotes visant à introduire de nouvelles techniques et de nouvelles approches.

### III. Questions relatives au programme et au budget

#### A. Activités prioritaires de la FAO dans la région

23. La Conférence régionale a examiné le rapport sur les activités prioritaires de la FAO en Asie et dans le Pacifique, ainsi que les réalisations durant l'exercice 2012-2013 et les propositions pour 2014-2015 et au-delà<sup>6</sup>.
24. La Conférence régionale:
- a. s'est félicitée des principales actions menées par la FAO, avec compétence et en temps voulu, pour traiter les priorités régionales durant l'exercice 2012-2013, notamment les actions entreprises suite aux recommandations de la trente et unième Conférence régionale - formulation d'une stratégie régionale sur le riz, développement du secteur de la noix de coco, maîtrise et prévention des maladies animales transfrontalières, campagne contre le gaspillage de nourriture, promotion des ressources alimentaires autochtones et/ou sous-exploitées, et élaboration d'un cadre directeur pour la mise en œuvre de l'initiative Défi Faim zéro. Ces actions se poursuivront durant l'exercice 2014-2015;
  - b. a pris note des enseignements tirés de cette expérience, notamment ceux qui découlent du pilotage de l'initiative régionale sur le riz en 2013, et de l'évolution de l'appui extrabudgétaire, qui passe progressivement des opérations de secours d'urgence aux activités de développement à long terme et de renforcement de la résilience;
  - c. a donné son accord aux priorités de travail de la FAO dans la région, toujours pertinentes, notant que les priorités régionales étaient alignées au plus près sur les nouveaux objectifs stratégiques de la FAO, et a souligné le rôle important que joue l'Organisation dans la fourniture de données statistiques pour l'élaboration des politiques, dans l'appui aux activités d'établissement de normes et dans le renforcement des capacités;
  - d. a donné son appui aux quatre initiatives régionales: i) l'initiative Défi Faim zéro en Asie et dans le Pacifique; ii) l'initiative régionale sur le riz, phase II; iii) la croissance d'une économie «bleue»; et iv) la stratégie de développement de chaînes de valeur locale pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans les États insulaires du Pacifique, qui sont autant de moyens d'accroître l'impact des activités de la FAO dans les pays et de mobiliser des ressources dans le cadre du Programme de travail et budget 2014-2015 et du Plan à moyen terme 2014-2017;
  - e. a souligné qu'il était nécessaire de mettre beaucoup plus fortement l'accent sur les résultantes et sur la continuité dans la direction et la supervision stratégiques de l'Organisation;
  - f. a également souligné la nécessité de placer sur la même ligne de visée les objectifs stratégiques de la FAO et ses activités dans la région, y compris celles relevant des cadres

<sup>6</sup> APRC/14/7, APRC/14/INF/5 et APRC/14/INF/8.



de programmation par pays, afin d'obtenir un impact maximal du Cadre stratégique révisé et la réalisation des indicateurs et des cibles du Plan à moyen terme 2014-2017;

- g. a demandé à la FAO d'encourager la mise en œuvre régionale du Système du patrimoine agricole d'importance mondiale et de s'attaquer à la question de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets;
- h. a souligné la nécessité de mobiliser des ressources dans la région, notamment à l'échelle nationale, pour la mise en œuvre des cadres de programmation par pays, la coopération Sud-Sud et les activités effectuées en partenariat avec des organismes régionaux.

## **B. Décentralisation et réseau de bureaux décentralisés**

25. La Conférence régionale s'est penchée sur le document relatif à la décentralisation et au réseau de bureaux décentralisés en Asie et dans le Pacifique, qui présente les activités menées en 2012-2013 et les activités prévues pour 2014-2015<sup>7</sup>.

26. La Conférence régionale:

- a. a souligné que le renforcement des bureaux décentralisés dans la région avait progressé et que l'appui apporté par les Membres avait contribué à la mise en œuvre et au succès de la décentralisation, conformément aux souhaits de la trente et unième Conférence régionale;
- b. a approuvé les mesures mises en œuvre pour renforcer les compétences au sein du Bureau régional et du réseau de bureaux décentralisés;
- c. a appuyé les mesures prises pour renforcer les capacités des bureaux de pays, notamment l'affectation de fonctionnaires internationaux en République populaire démocratique de Corée, en Mongolie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.
- d. s'est félicitée des progrès accomplis dans l'intégration des opérations d'urgence et des activités de développement et dans la nomination d'un Représentant adjoint de la FAO au Bangladesh et a accueilli avec satisfaction les efforts actuellement consentis pour créer des postes d'assistant du Représentant de la FAO aux Fidji, dans les îles Salomon, aux Tonga et à Vanuatu;
- e. s'est réjouie d'apprendre que les cadres de programmation par pays (CPP), alignés sur le Cadre stratégique révisé, avaient été parachevés dans 28 pays et a recommandé que les six pays restants parachèvent aussi leur CPP;
- f. a encouragé le recours au Programme de coopération technique (PCT) à l'appui de l'exécution des CPP, en particulier dans les domaines techniques où la FAO détient un avantage comparatif;
- g. a reconnu que les programmes de partenariat et de fonds fiduciaires unilatéraux étaient importants et se sont engagés une nouvelle fois à en mettre en place, comme moyens de faciliter la collaboration bilatérale entre la FAO et les États Membres, compte tenu du nombre croissant de pays à revenu intermédiaire et de pays émergents dans la région;
- h. a pris note du fait que l'on pourrait considérablement développer la coopération à l'intérieur de la région et avec d'autres régions, par le biais de la coopération Sud-Sud, si l'on recourait autant que possible aux experts locaux, si l'on tirait parti des capacités qui existent dans la région dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire et, plus particulièrement, si l'on créait un réseau régional d'institutions de recherche et de formation dans ce domaine;
- i. s'est félicitée des progrès accomplis par le bureau sous-régional pour les îles du Pacifique, compte tenu des caractéristiques et des besoins particuliers de la sous-région;

---

<sup>7</sup> APRC/14/8.

- j. a instamment demandé le renforcement des bureaux des représentants de la FAO, afin d'améliorer l'efficacité des activités de la FAO ainsi que la coordination et l'encadrement.

### C. Hiérarchisation des besoins au niveau des pays et de la région

27. La Réunion ministérielle de la Conférence régionale, convoquée les 13 et 14 mars, a eu lieu en présence des délégations complètes de tous les pays et organisations participants, dont 12 ministres et neuf vice-ministres de l'agriculture. Les ministres et autres délégués de haut niveau ont évoqué les nombreuses difficultés qui devront être surmontées par les pays pour instaurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous les habitants de la région et ont mis en avant les recommandations de la Réunion des hauts fonctionnaires, qui sont développées dans les parties correspondantes du présent rapport.

28. Les ministres et délégués ont particulièrement insisté sur les défis liés aux effets néfastes du changement climatique et aux catastrophes naturelles qui dévastent régulièrement la région en raison de phénomènes météorologiques extrêmes. Les ministres et délégués ont apprécié la rapidité avec laquelle la FAO a déployé des moyens d'intervention d'urgence et d'aide au relèvement pour faire face aux nombreuses catastrophes naturelles qui ont récemment touché la région, et demandé que l'Organisation continue d'apporter son appui pour parer à ces défis.

29. Les ministres et délégués ont souligné combien il était nécessaire d'accroître durablement la production et la productivité agricoles et de favoriser un commerce des aliments qui soit transparent, ouvert et efficace pour accélérer les progrès en matière de sécurité alimentaire dans la région. L'importance de développer des chaînes de valeur agroalimentaires efficaces et de renforcer la sécurité sanitaire et la qualité des aliments a été mise en avant.

30. Les ministres et délégués ont fait valoir que le renforcement des capacités grâce à l'enseignement et à la formation, le transfert de technologies, la mise en œuvre de stratégies et de politiques agricoles rationnelles et l'accroissement des investissements dans les secteurs agricole et halieutique étaient autant de besoins essentiels auxquels il était important de répondre.

31. Les ministres et délégués se sont félicités de la clarté et de la pertinence des nouveaux Objectifs stratégiques de la FAO et ont appuyé les priorités relatives aux activités de l'Organisation dans la région, notamment les quatre Initiatives régionales: le «Défi Faim zéro» en Asie et dans le Pacifique; ii) l'Initiative régionale sur le riz (phase II); iii) la croissance d'une économie «bleue»; et iv) le développement de chaînes de valeur locales pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans les États insulaires du Pacifique; La Conférence régionale a souligné qu'il était important de centrer les activités de la FAO sur les principaux défis rencontrés par les pays, compte tenu des avantages comparatifs de l'Organisation

32. Les ministres et délégués ont appuyé les efforts déployés par le Bureau régional pour permettre à la FAO d'obtenir des résultats d'une manière plus efficace, efficiente et durable, et aux États Membres de renforcer leur sentiment d'autonomie et d'appropriation. Les ministres et délégués se sont félicités des mesures prises pour décentraliser les rôles, les responsabilités, les pouvoirs et les ressources, et ont instamment demandé à la FAO de poursuivre les mesures de décentralisation.

33. La Conférence régionale a pris la mesure de l'importance des programmes nationaux engagés au titre du Défi Faim zéro pour concrétiser l'initiative du Secrétaire général de l'ONU au niveau des pays.

34. Les ministres et délégués ont souligné l'importance d'un renforcement de la collaboration avec les organisations partenaires aux niveaux mondial, national et régional, notamment les institutions de recherche, les institutions multilatérales de développement, les organisations de la société civile, le secteur privé et d'autres organisations internationales et régionales de développement et détentrices de savoirs. La valeur du partage des connaissances, de l'expérience acquise et des



compétences à l'échelon régional, par le biais notamment de la coopération Sud-Sud, a été particulièrement mise en avant.

35. La Conférence régionale a pris note de la déclaration du Président de la Réunion des ministres de l'agriculture des pays du Pacifique Sud-Ouest, plaidant pour un surcroît de représentation de la région du Pacifique Sud-Ouest au Conseil de la FAO.

36. La Conférence régionale a accueilli avec satisfaction la célébration de l'Année internationale de l'agriculture familiale et a encouragé la FAO et les États membres à profiter pleinement de l'occasion pour mettre l'accent sur les contributions et les besoins des exploitants familiaux dans l'ensemble de la région. La Conférence régionale a en outre pris acte de l'importance de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition, qui sera organisée conjointement par la FAO et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en novembre 2014.

#### **D. Table ronde sur le double fardeau de la malnutrition**

37. Une table ronde ministérielle non formelle a été organisée le 14 mars sur le thème du double fardeau de la malnutrition<sup>8</sup>.

### **IV. Autres questions**

#### **A. Date et lieu de la trente-troisième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique**

38. La Conférence régionale a recommandé d'accepter l'offre du Gouvernement malaisien, qui a aimablement proposé d'accueillir la trente-troisième Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique, en 2016.

#### **B. Questions diverses**

39. La Conférence régionale a pris note de cinq documents d'information portant sur: la stratégie régionale sur le riz pour l'Asie et le Pacifique; l'intensification durable de l'aquaculture au service de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région Asie et Pacifique; le plan d'action régional relatif à la stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales; le résumé des recommandations des commissions techniques régionales; et la deuxième Conférence internationale conjointe FAO/OMS sur la nutrition (CIN-2)<sup>9</sup>.

40. La Conférence régionale a pris acte des conclusions de la vingt-cinquième session de la Commission des statistiques agricoles pour l'Asie et le Pacifique, tenue à Vientiane (République démocratique populaire lao), en février 2014, et notamment: l'approbation par la Commission des travaux de la FAO en matière de statistiques agricoles, l'appui en faveur de la création d'une commission mondiale des statistiques agricoles et la demande faite par les États Membres de recevoir un complément d'informations sur sa création.

41. La Conférence régionale a reçu un rapport du Président du Comité de l'agriculture présentant les activités réalisées depuis la vingt-troisième session du Comité, tenue en 2012, notamment l'approbation du nouveau Code de conduite international sur la gestion des pesticides et le lancement du Partenariat mondial sur les sols, et a invité les ministres d'Europe et d'Asie centrale à participer à la vingt-quatrième session du Comité, qui se tiendra à Rome du 29 septembre au 3 octobre 2014.

42. La Conférence régionale a noté que l'exportation du kava par les États insulaires du Pacifique à destination de certaines parties du monde posait des problèmes et a demandé à la FAO d'approfondir la question et d'appuyer l'établissement d'une norme dans le cadre du Codex Alimentarius, selon qu'il conviendrait, afin de faciliter le commerce international de cette boisson, qui tient une place importante dans la culture et les cérémonies de la région Pacifique.

---

<sup>8</sup> APRC/14/9.

<sup>9</sup> APRC/14/INF/5, APRC/14/INF/6, APRC/14/INF/7, APRC/14/INF/8 et APRC/14/INF/9 Rev.1, respectivement.

43. Suite à la proposition faite par le Président de la Conférence régionale (le Ministre de l'industrie et de l'agriculture du Gouvernement mongol) de rédiger une déclaration ministérielle dans le but de rehausser le profil d'engagement à l'égard des résultats de la Conférence, comme le font d'autres conférences régionales, le Communiqué d'Oulan-Bator a été élaboré. Il est reproduit à l'[Annexe C](#).

## **C. Conclusion**

### **Adoption du rapport**

44. La Conférence a adopté à l'unanimité le rapport, tel que présenté par le rapporteur.

### **Clôture de la Conférence régionale**

45. Au nom de son Excellence Khaltmaa Battulga et du Gouvernement mongol, M. Lkhasuren Choi-ish a remercié les participants de leur contribution constructive qui a déterminé le succès de la Conférence régionale. Clôturant la Conférence, il a rappelé qu'il fallait redoubler d'effort et collaborer plus étroitement pour lutter contre la faim et assurer un développement rural durable dans la région.

46. Les participants ont exprimé leur sincère gratitude au peuple et au Gouvernement mongols pour leur chaleureuse hospitalité, ainsi qu'à la FAO pour l'efficacité avec laquelle la Conférence a été préparée et organisée.



**ANNEXE A****ORDRE DU JOUR****I. QUESTIONS LIMINAIRES**

1. Élection du président et du vice-président, et désignation du rapporteur
2. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier
3. Déclaration du Directeur général
4. Déclaration du Président indépendant du Conseil de la FAO
5. Déclaration du Président de la trente et unième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique
6. Allocution du Président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)
7. Déclaration du porte-parole de la Consultation de la société civile
8. Hiérarchisation des besoins au niveau des pays et de la région

**II. QUESTIONS RELATIVES AUX POLITIQUES RÉGIONALES ET MONDIALES ET À LA RÉGLEMENTATION**

9. Situation de l'alimentation et de l'agriculture en Asie et dans le Pacifique, perspectives et nouveaux enjeux
10. Le point sur le Comité de la sécurité alimentaire mondiale
11. Tirer parti des débouchés économiques dans le secteur agricole pour améliorer la sécurité alimentaire dans les États insulaires du Pacifique
12. Répondre aux aspirations des agriculteurs dans le contexte d'un développement vert
13. Régénération des herbages et des forêts à l'appui de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets, et mise en avant des services écosystémiques

**III. QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME ET AU BUDGET**

14. Activités prioritaires de la FAO dans la région
15. Décentralisation et réseau de bureaux décentralisés

**IV. AUTRES QUESTIONS**

16. Date et lieu de la trente-troisième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique
17. Questions diverses

**Table ronde sur le double fardeau de la malnutrition**

**ANNEXE B****Liste provisoire des documents**

APRC/14/1 Rev.1	Ordre du jour provisoire annoté
APRC/14/2	Situation de l'alimentation et de l'agriculture en Asie et dans le Pacifique, perspectives et nouveaux enjeux
APRC/14/3	Le point sur le Comité de la sécurité alimentaire mondiale
APRC/14/4	Tirer parti des débouchés économiques dans le secteur agricole pour améliorer la sécurité alimentaire dans les États insulaires du Pacifique
APRC/14/5	Répondre aux aspirations des agriculteurs dans le contexte d'un développement vert
APRC/14/6 Rev.1	Régénération des herbages et des forêts à l'appui de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets, et mise en avant des services écosystémiques
APRC/14/7	Activités prioritaires de la FAO dans la région
APRC/14/8	Décentralisation et réseau de bureaux décentralisés
APRC/14/9	Table ronde sur le double fardeau de la malnutrition

**SÉRIE INF**

APRC/14/INF/1 Rev.2	Calendrier provisoire
APRC/14/INF/2 Rev.2	Liste provisoire des documents
APRC/14/INF/3 Rev.2	Note d'information
APRC/14/INF/4	Déclaration du Directeur général
APRC/12/INF/5	Stratégie régionale sur le riz pour l'Asie et le Pacifique
APRC/14/INF/6	Intensification durable de l'aquaculture au service de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région Asie et Pacifique
APRC/14/INF/7	Stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales - Plan d'action régional
APRC/14/INF/8	Résumé des recommandations des commissions techniques régionales
APRC/14/INF/9	Deuxième Conférence internationale conjointe FAO/OMS sur la nutrition (CIN-2)
APRC/14/INF/10	Déclaration du Président indépendant du Conseil de la FAO



mk077f

**SÉRIE OD**

APRC/14/OD/1	Programme des séances
APRC/14/OD/2	Programme des séances
APRC/14/OD/3	Programme des séances
APRC/14/OD/4	Programme des séances
APRC/14/OD/5	Programme des séances

**DOCUMENTS WEB**

(disponibles à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/unfao/govbodies/meeting-docs/rc/aprc32/fr/>)

Liste des délégués et des observateurs

Allocution d'ouverture de S.E. le Premier Ministre mongol

Déclaration du Directeur général

Déclaration du Président indépendant du Conseil de la FAO

Allocution du Président de la trente et unième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique

Déclaration du Président du CSA sur les résultats de la trente-septième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale et informations actualisées sur la réforme du CSA

Déclaration du porte-parole de la Consultation de la société civile

Table ronde sur le double fardeau de la malnutrition

**ANNEXE C****COMMUNIQUÉ D'OULAN-BATOR**

Nous, les ministres et chefs de délégation de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique:

Conscients de l'ampleur des défis que nous avons à relever pour instaurer la sécurité alimentaire dans la région Asie et Pacifique en accroissant la productivité agricole, notamment celle des petits producteurs, et en réduisant la pauvreté tout en préservant la base de ressources naturelles de la région;

Constatons que des progrès satisfaisants ont été accomplis quant à la réalisation de l'objectif de réduction de la faim de l'OMD 1 dans la région, lequel pourrait être atteint d'ici à 2015 si nous redoublons d'efforts et si nous travaillons ensemble, en étroite collaboration;

Reconnaissons les effets positifs des changements transformationnels entrepris par le Directeur général durant l'exercice biennal qui vient de s'écouler, et notons que des efforts soutenus seront nécessaires pour l'obtention des réalisations souhaitées;

Nous félicitons des efforts et de l'action renouvelés engagés par la FAO à l'appui des Membres, par l'intermédiaire du Cadre stratégique;

Apportons notre soutien à la mise en œuvre des quatre initiatives régionales suivantes de la FAO: le «Défi Faim zéro» dans la région Asie et Pacifique, l'Initiative régionale sur le riz (phase II), la croissance d'une économie «bleue» et le développement de chaînes de valeur locales pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans les États insulaires du Pacifique;

Exprimons notre confiance quant à la nouvelle orientation stratégique de l'Organisation, que nous continuons à soutenir, et soulignons la nécessité d'une continuité pour que ces changements fassent pleinement leur effet;

Apprécions les efforts déployés en faveur de l'agriculture familiale dans le cadre de l'Année internationale de l'agriculture familiale 2014, et soulignons que cette forme d'agriculture constitue un élément essentiel des économies et des sociétés de la région;

Réaffirmons l'engagement que nous avons pris de travailler main dans la main avec l'Organisation à la réalisation des buts et objectifs communs et à l'éradication de la faim dans notre région.



mk077f